

Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs

Témoignages des pionniers des relations franco-québécoises

8 février 2016

Montréal

Intervieweur : Robert Trudel

Interviewé : Louise Beaudoin

00:00:00:00	
00:00:13:11	Robert Trudel : Bonjour Mme Beaudoin, je vous remercie d'avoir accepté de faire une entrevue à la demande de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs. Nous sommes à Montréal, au musée Pointe-à-Callière, le 8 février 2016.
00:00:29:18	Vous êtes un acteur majeur des relations entre la France et le Québec, et c'est dans ce cadre que la Commission a souhaité pouvoir recueillir votre témoignage sur les relations entre la France et le Québec.
00:00:44:10	Vous êtes historienne de formation, vous avez fait de la politique, vous avez également été haut fonctionnaire, déléguée générale du Québec, bien sûr députée, ministre de la Culture, ministre des Relations internationales.
00:01:01:25	
00:01:04:01	Quelle perception aviez-vous de la France avant votre vie active ? Qu'est-ce que c'était pour vous, la France, avant que vous ne commenciez à servir dans la vie publique, au début des années 1970 ?
00:01:21:21	Louise Beaudoin : Bien, moi, je viens d'une famille de Québec. Je suis née dans la ville de Québec, et je viens d'une famille qui aimait beaucoup la France.
00:01:30:24	C'est pas toujours le cas au Québec pour toutes sortes de raisons, mais moi... On lisait des revues françaises, les livres chez nous étaient français, la musique était française. Edith Piaf venait à Québec, là je parle, j'ai 70 ans, ça fait que, il y a très, très longtemps.
00:01:50:15	Et puis, mes parents allaient à la porte Saint-Jean, allaient chez Gérard, un cabaret dans le bas de la ville, pour écouter les compagnons de la chanson, pour entendre Edith Piaf, etc. Alors moi j'étais baignée pendant toute mon adolescence dans ce qui était français.
00:02:09:14	Très spontanément, moi, j'aimais la France et je dois vous dire que mon rêve était québécois d'abord et avant tout, mais au lieu d'être américain, il était français. Alors voilà, pour moi c'était ça, la France.
00:02:27:05	RT : Donc c'est un ancrage qui est fondamental pour vous. En 1972, vous étiez militante du Parti Québécois. Et le chef du Parti Québécois, René Lévesque, se rend en France, où il rencontre le secrétaire du Parti socialiste, François Mitterrand.
00:02:43:04	Quelle analyse, plusieurs années plus tard, tirez-vous de cet entretien, de cette équipée en France de M. Lévesque ?
00:02:53:18	LB : En 1972, M. Lévesque veut aller en France. Faut bien se rendre compte que M. Lévesque, il avait une relation un peu ambiguë avec la France parce qu'il avait connu la France au moment de la guerre. Il était correspondant de guerre, mais dans l'armée américaine. Après ça c'était la France coloniale, alors il avait une relation un peu ambiguë.

00:03:14:17	Et il nous a demandé, à Bernard Landry, François Dorlot qui est devenu mon conjoint et qui l'est toujours, et moi, d'organiser sa première visite en France comme chef du Parti Québécois.
00:03:29:28	Parce que n'oubliez pas qu'il n'était pas chef de l'opposition, parce qu'il a été battu en 1970, et donc il était tout simplement chef du Parti Québécois. Moi je vais vous dire une chose, c'est que ça a changé sa perception de la France, cette visite. Il s'est rendu compte que ceux qui avaient une certaine sympathie pour le combat québécois, qui le connaissaient beaucoup mieux qu'il l'aurait cru avant d'arriver à Paris, c'était les Français.
00:03:58:12	
00:03:59:21	Je dis par rapport aux Américains par exemple. M. Lévesque aimait beaucoup les États-Unis, il passait ses vacances d'été à Cape Cod, Ogunquit, etc. C'était un vrai Américain du nord. Mais là il se rend compte en rencontrant non seulement François Mitterrand, mais Michel Rocard qui était au PSU à l'époque... Jacques Delors, bon il y avait Jacques Chaban-Delmas, enfin on avait fait une vraie virée de droite comme de gauche.
00:04:25:06	Et puis M. Lévesque donc s'était rendu compte de ce que je vous ai dit. Puis il est revenu et il l'a écrit d'ailleurs parce qu'il tenait une chronique dans le Journal de Montréal grâce à Pierre Péladeau dans le temps, parce qu'il fallait qu'il gagne sa vie, M. Lévesque. Il était pas député, chef du PQ ça n'a jamais rendu personne bien riche.
00:04:44:24	Alors il s'occupait de cette chronique et en rentrant il a fait deux, trois articles et là on a senti qu'il y avait quand même une transformation, dans sa vision, de la France et des relations France-Québec, puis qu'il a compris que nos premiers alliés, c'est toujours le cas aujourd'hui, politiquement parlant, c'était la France et c'était cette classe politique française.
00:05:11:08	RT : Est-ce que vous pouvez identifier la perception que certains de vos interlocuteurs français avaient non seulement du Parti Québécois, mais du Québec en 1972 ? Parce que 1972, faut-il le rappeler, c'est 5 ans après la visite du Général de Gaulle au Québec. Et donc, quelle était la perception des élites politiques françaises que vous avez rencontrées à ce moment-là ?
00:05:43:26	LB : D'abord faut se rappeler que M. Lévesque a pas voulu démissionner au moment où le général de Gaulle a crié « Vive le Québec libre ! » Moi j'avais été le voir, me doutant de rien puis j'avais 20 ans. Puis j'ai dit : « Il faut démissionner, faut faire comme François Aquin. » « Vive le Québec libre ! », faut qu'il y ait des suites politiques et tout. Et il m'avait dit non.
00:06:03:09	« Le jour où moi, René Lévesque, je proposerai aux Québécois la souveraineté-association (dans son cas) et bien ce sera à partir d'un débat québéco-québécois et non pas à partir d'un événement extérieur. » Bon, on arrive en France, comme vous dites, cinq ans plus tard. Les gaullistes sont évidemment en pointe, en flèche parce que les vrais héritiers du général de Gaulle...
00:06:27:24	Jacques Chaban-Delmas, vous le savez, avait fait la guerre, il était à l'époque très jeune, mais il avait été dans la résistance et puis bon. Alors il était un complice inconditionnel, le général a quitté le pouvoir en 1969, on est en 1972, et il y a encore, dans le parti gaulliste... Ça inclut Jacques Chirac, qu'on avait d'ailleurs rencontré.

00:06:52:11	Et donc c'est extrêmement important de savoir que le parti gaulliste était à l'époque tout à fait convaincu que le Québec devait devenir souverain. Mais à gauche, c'était une tout autre histoire, puisque François Mitterrand avait écrit, au moment de la visite du général de Gaulle, que le général de Gaulle avait tort, etc.
00:07:21:06	Il s'était inscrit en faux comme Giscard d'Estaing, parce que Giscard avait parlé d'exercice solitaire du pouvoir à ce moment-là. Mais la gauche, en général, était soit hostile comme François Mitterrand ou soit sceptique comme Michel Rocard.
00:07:37:28	Alors voilà, il y avait vraiment une fracture entre la gauche et la droite. Et je veux vous dire immédiatement que notre objectif dès 1972, c'était de faire en sorte que toute la question du Québec devienne consensuelle en France, que ce soit à droite ou à gauche. On y est arrivés, on va certainement en discuter.
00:08:01:28	
00:08:02:26	RT : Vous venez de tenir des propos concernant la perception que les cercles dirigeants, les élites politiques françaises portaient sur le Québec au début des années 1970.
00:08:16:16	Cela m'amène à la question suivante, vous vous y attendez sûrement. Vous avez été associée assez souvent au lobby québécois en France et au gaullisme. Est-ce que cette observation vous apparaît justifiée et surtout, comment pouvez-vous maintenant évaluer ce qu'était le lobby québécois en France à cette époque-là ?
00:08:43:15	LB : Écoutez, moi oui, on peut en partie m'identifier à ce lobby-là parce que j'avais des amis très chers qui faisaient partie de ce lobby-là. Ne serait-ce que Bernard Dorin par exemple, Philippe Rossillon qui a été traité de tous les noms, mais qui était quand même un fonctionnaire français en bonne et due forme, et qui à certains moments nous a beaucoup aidés. Des gens du Quai d'Orsay, je pense bien sûr à Bernard Dorin, à Jurgensen, à d'autres.
00:09:14:02	Alors là c'était important et je m'en préoccupais, je m'en occupais, mais en même temps, moi mon objectif c'était ce que je vous ai dit tout à l'heure, rendre consensuelle la question du Québec entre la gauche et la droite. Quand le Parti Québécois a pris le pouvoir en 1976 et même avant, j'avais dit à M. Lévesque :
00:09:34:13	« Moi, ce que j'aimerais, c'est de m'occuper... » puisque la droite était au pouvoir, la gauche n'a pris le pouvoir qu'en 1981, donc entre 1972 et 1981, j'ai dit à M. Lévesque : « Moi, j'aimerais m'occuper de la gauche et puis commencer à rencontrer des gens qui sont au Parti socialiste... » Le Parti socialiste est devenu le Nouveau Parti socialiste en 1973 avec François Mitterrand comme Secrétaire général, premier Secrétaire, et j'ai dit : « Bon, je veux commencer, aller voir. »
00:10:03:26	Alors j'ai commencé par ce qui était et la droite, et la gauche du Parti socialiste, Mitterrand faisant la synthèse de tout ça, Jean-Pierre Chevènement et Michel Rocard. Et tous les deux, je les ai convaincus, pas que moi, on était certainement une équipe, je veux dire derrière cette idée-là, mais disons que je l'ai fait personnellement.
00:10:30:10	Et Michel Rocard est devenu un ami et l'est toujours au moment où on se parle, Jean- Pierre Chevènement aussi, même si Jean-Pierre Chevènement a quitté le Parti socialiste, et je sais que Michel Rocard a pris beaucoup ses distances par rapport au Parti socialiste actuel. Et François Mitterrand, eh bien je lui écris un jour : « Je m'appelle Louise Beaudoin, puis voilà, je suis au Parti Québécois. »

00:10:52:24	Et c'est un de ses adjoints qui m'a répondu et qui m'a dit : « Écoutez, un jour peut-être, enfin, etc. » Et puis un jour j'ai fini justement par rencontrer François Mitterrand bien avant qu'il soit président de la République. Et ça c'est important, et je le dis de façon générale, mais c'est important dans le cas des relations France-Québec, c'est d'avoir des relations amicales et personnelles avant que les gens arrivent au pouvoir.
00:11:20:24	Parce qu'on les connaît déjà, et on n'a pas l'air de les courtiser pour les mauvaises raisons. Ils sont dans l'opposition, ils ont l'air d'être dans l'opposition pendant bien bien longtemps. Parce qu'en 1975, personne ne pouvait dire quand le Parti socialiste gagnerait. Moi j'avais dit à Lévesque : « Quand même, un jour, l'alternance va jouer. » M. Lévesque en était conscient, il était d'accord avec ça, puis Claude Morin aussi.
00:11:46:08	Parce que quand on a pris le pouvoir en 1976, bon, j'étais au cabinet de Claude Morin qui était le ministre. Et Claude acceptait ça, il était d'accord avec ça et puis on me laissait carte blanche en quelque sorte pour aller au Parti socialiste. Et moi, ça correspondait davantage, je dirais, à ma sensibilité.
00:12:06:00	La gauche correspondait davantage à ma sensibilité que la droite, même si j'avais une grande admiration pour le général de Gaulle et puis j'étais complètement... Je trouvais extraordinaire que le général de Gaulle soit venu ici en 1967 puis qu'il a dit ce qu'il a dit. Alors c'est comme ça que ça s'est passé dans mon cas.
00:12:28:07	RT : Les relations que vous avez développées notamment avec la gauche en France, mais aussi avec d'autres personnes intéressées par le Québec et qui étaient soit au pouvoir, soit dans l'opposition. Est-ce que vous pouvez dire que ces relations constituaient l'essentiel du mandat que vous avez eu quand vous étiez directrice de cabinet du ministre des Affaires intergouvernementales Claude Morin à partir de 1976-1977 ?
00:12:59:26	LB : De 1976 à 1981 en effet j'étais au cabinet de Claude Morin et on s'occupait des relations entre Québec et Ottawa. Et puis disons que Claude Morin, lui, était très spécialisé dans les relations intergouvernementales.
00:13:14:05	Moi, ce qui m'intéressait, c'était les relations politiques avec la France. Parce qu'on se disait « on va faire un référendum », M. Lévesque l'avait promis pendant la campagne électorale, donc il y aura un référendum pendant le premier mandat. Bon, il y en a eu un en 1980.
00:13:28:10	Alors moi, oui, c'était mon mandat qui était quasi officiel. Finalement je ne débarquais pas là en cachette. Puisqu'on avait la délégation générale, c'était après François Cloutier, parce que Dr Cloutier avait quand même compris que c'était plus possible parce que nous on s'en allait vers un référendum puis on avait besoin, éventuellement, de la reconnaissance internationale, de celle de la France en premier lieu.
00:13:55:03	Alors après ça Jean Deschamps est arrivé, puis il était bon père de famille, il était toujours heureux de m'accueillir à la résidence de l'avenue Foch. Alors oui, c'est ça que j'ai fait, et je l'ai fait je dirais minutieusement, sincèrement. Puis c'est vrai que tout ce monde-là, c'est devenu mes amis, particulièrement Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement.

00:14:13:19	Mais même François Mitterrand... Finalement, il vivait avec sa femme Danielle Mitterrand, rue de Bièvre, en tout cas officiellement. Et c'est là qu'ils me recevaient aussi, souvent, et je me rappelle que Claude Morin était venu me chercher un jour...
00:14:29:25	En tout cas, ça, c'est des histoires assez drôles, mais tout le monde convenait que c'était ça qu'il fallait faire. En plus du travail bien évidemment, de la délégation générale, de toute l'équipe du ministère des Relations internationales, de sa direction en France...
00:14:48:12	Enfin, tout ce monde-là ensemble, on a réussi à atteindre notre objectif qui était de faire en sorte que la question du Québec devienne consensuelle et que si jamais on avait un oui au référendum en 1980, que la France serait derrière nous. Et vous savez comment ça s'est concrétisé, on va pouvoir certainement en parler.
00:15:11:01	RT : En 1977, quelques mois après l'élection du Parti Québécois en novembre 1976, le premier ministre du Québec René Lévesque effectue sa première visite officielle en France. Visite très importante pour le premier ministre du Québec M. Lévesque.
00:15:31:13	Quel a été votre rôle dans la planification politique de cette visite premièrement ? Et deuxièmement, quelle conclusion vous en tirez maintenant ? Parce qu'il y a eu certaines critiques, et du côté français et du côté québécois, qui tendaient à faire croire que ça avait été une opération davantage spectaculaire qu'une opération véritablement politique.
00:15:58:02	Alors je pense qu'il est très important d'avoir votre témoignage sur la visite officielle du premier ministre québécois d'alors René Lévesque en France en 1977.
00:16:10:16	LB : D'abord faut dire que M. Lévesque avait déjà commencé à changer d'opinion par rapport à la France, à la relation directe et privilégiée telle qu'elle est devenue entre la France et le Québec. Ça devenait pour lui de plus en plus positif effectivement. Il s'appuyait de plus en plus sur cette relation-là dans la perspective du référendum.
00:16:31:15	Mais c'était comme la première fois... M. Lesage avait fait une visite officielle avec le général de Gaulle. Nous, malheureusement, on l'a pas connu, le général est mort quelques mois après qu'il ait quitté le pouvoir en 1969.
00:16:46:20	Et par conséquent on débarque là, et je vous dirais que c'est le plaisir de la première fois en quelque sorte. On débarque là, on est reçus en très grande pompe, on est à l'hôtel de Lassay, Edgar Faure est président de l'Assemblée nationale, l'hôtel de Lassay vous le savez c'est la résidence du président de l'Assemblée nationale qui est adjacente à l'Assemblée nationale.
00:17:09:11	Le gouvernement canadien avait tout fait pour que M. Lévesque ne prenne pas la parole à l'Assemblée nationale, alors donc les Français, qui ne sont jamais à court d'idées créatrices, ont dit : « Très bien, il viendra à l'hôtel de Lassay. » On avait assisté... Il avait été présenté à l'Assemblée nationale, puis ensuite on est allés à l'hôtel de Lassay.
00:17:30:13	Il avait fait un grand discours, historique, très émouvant pour quiconque est sensible à l'histoire du Québec. Et on avait eu toutes sortes de débats, est-ce qu'il devait parler de la loi du financement des partis politiques ? On disait : « Oui, mais les Français, eux autres, se financent d'une façon que tu n'admettrais pas, que vous n'admettriez pas, il faut parler aussi de la loi 101. »

00:17:55:26	René Lévesque était un homme têtu et rebelle et puis il a dit : « Très bien, je vais parler des deux ! » Alors il a commencé en parlant de la loi du financement des partis politiques, parce que c'était la première loi qu'il avait fait adopter. Et puis ensuite, bien sûr, il a parlé de la loi 101.
00:18:08:08	Disons que les applaudissements de la foule qui était présente ont été mieux sentis quand il a parlé de la loi 101 que la loi du financement des partis politiques, parce que de gauche, comme de droite, il y avait des financements, disons plus ou moins occultes.
00:18:21:05	Ce à quoi j'ai contribué, parce que ça a été là encore une affaire d'équipe, et c'est quelque chose... Ceux qui disent que c'était spectaculaire ou un <i>show</i> de boucane, c'est ridicule, parce qu'il s'est passé quelque chose de profondément structurant.
00:18:39:13	C'est quand le président Giscard d'Estaing a reçu M. Lévesque, pour lui mettre la Légion d'honneur. D'ailleurs, en passant, le gouvernement canadien ne voulait pas non plus qu'il reçoive la Légion d'honneur.
00:18:50:10	Puis Gérard Pelletier avait fait un point de presse, il était ambassadeur du Canada à Paris, pour dire qu'il fallait la permission du Canada, alors tout le monde a ri. Je pense qu'il a dû regretter, d'ailleurs, Gérard Pelletier, de s'être ridiculisé parce que c'était quand même quelqu'un de bien et d'honorable.
00:19:07:26	Alors ce que le président Giscard d'Estaing a déclaré à M. Lévesque, c'est ceci : « Ce que vous attendez de la France, c'est sa compréhension, sa confiance et son appui. Vous pouvez compter qu'elles ne vous manqueront pas le long de la route que vous déciderez de suivre. » C'est devenu la politique de la France.
00:19:33:00	Nous, ce qui nous importait, c'est que ça soit la politique de la France de gauche comme la France de droite. Et donc, ça a été le cas, on en rediscutera là, parce que quand Pierre Mauroy est venu, lui, en avril 1982, il a fait lui aussi une déclaration. Il voulait changer deux, trois mots parce que bon, gauche et droite ne pouvaient avoir exactement les mêmes termes.
00:19:57:23	Mais l'idée profonde qui avait là-dedans, ce n'était plus la non-ingérence et non-indifférence qui avait été inventée par Alain Peyrefitte, un académicien qui connaissait le sens des mots, mais c'était donc ce que Giscard...
00:20:13:23	Et ça Bernard Dorin et moi-même avons concocté cette déclaration que Giscard a accepté de rendre publique au moment où il a remis la Légion d'honneur en 1977 à M. Lévesque.
00:20:28:22	Ça, là, pour nous, ça a tout changé, parce qu'il y avait là une déclaration forte et on s'est dit : « La France, c'est un grand pays, ce qu'elle nous dit, elle veut le faire. »
00:20:42:01	RT : En 1979 a lieu la première rencontre alternée des premiers ministres de la France et du Québec, Raymond Barre et René Lévesque. Quelle importance cette première rencontre alternée a-t-elle pour les relations entre la France et le Québec ?
00:21:01:24	LB : C'est extraordinaire finalement que ça se soit produit. Alain Peyrefitte raconte que le général de Gaulle lui avait dit de demander à Daniel Johnson que le président de la France vienne, je sais pas, une fois tous les deux ans, au Québec.
00:21:16:19	Paraît que M. Johnson avait dit : « Non, ça serait beaucoup. » Il avait vécu 1967, je pense que personne avait envie de revivre en 1969 et les années suivantes. Mais la bonne idée, en effet, c'était de dire : « Bien là, on va plutôt faire ça au niveau des premiers ministres. »

00:21:33:27	Puis ça a pris du temps, donc entre 1967, la venue du général de Gaulle, et puis 1979, donc celle de Raymond Barre. Mais ça a concrétisé et ça a consacré cette idée très forte.
00:21:45:16	La France ne fait pas ça avec tant de pays finalement, des visites alternées, beaucoup avec l'Allemagne pour des raisons évidentes, mais là, en principe, il y a une année où le premier ministre du Québec va en France, l'année suivante, le premier ministre français vient au Québec.
00:21:59:25	Ça s'est arrêté, mais seulement pour pendant quelques années avec M. Bourassa, pour toutes sortes de raisons, donc Bourassa avait été malade à un moment donné, et puis avec Michel Rocard disons que les atomes crochus n'étaient pas très forts malheureusement.
00:22:13:11	Mais globalement on peut dire que depuis 1979, bon, M. Charest lui, il est allé, et il est allé avec plaisir. Parce qu'on ne peut pas dire que c'est un truc de péquistes, parce qu'ici justement aussi, il fallait faire en sorte que ça devienne, ces relations France-Québec, consensuelles, bon, pas pour les mêmes objectifs ultimes nécessairement.
00:22:37:14	Nous, les souverainistes, on se dit toujours « bien là, on va avoir besoin de la France le moment venu », c'est-à-dire le moment où on va dire « oui » dans un référendum. Pour les fédéralistes bien, c'est tout simplement parce que c'est une relation directe et privilégiée qu'ils tiennent à conserver.
00:22:53:09	Et donc Jean Charest, il l'a fait et très bien, et puis je pense que Philippe Couillard va y prendre goût, lui aussi, même si au départ ça pouvait avoir l'air moins évident. Et là, je sais que Manuel Valls vient, je pense, à peu près à la mi-juin 2016, c'est ce qui est prévu. Et c'est important que ça se perpétue et ça, c'est une idée donc force de la relation politique France-Québec.
00:23:20:18	Vous savez très bien pourquoi, Robert, vous qui avez été fonctionnaire, qui avez été à la délégation générale et tout, c'est que ça nous impose un exercice de convergence avec la France sur un certain nombre de dossiers, ça nous impose de l'imagination aussi, d'être imaginatif pour faire en sorte que cette relation demeure pertinente, qu'elle demeure d'actualité, qu'on l'actualise, justement.
00:23:47:02	Bon voilà, alors moi je pense que c'est une des décisions les plus importantes, politiques, qui a été prise dans le cadre France-Québec.
00:23:55:13	RT : En 1981, Mme Beaudoin, vous êtes nommée directrice des affaires françaises au ministère des Relations internationales. Vous avez indiqué ce que vous avez fait en bonne partie jusqu'en 1981. En 1981, quels étaient vos projets pour mener encore plus loin la coopération entre la France et le Québec ?
00:24:16:18	Maintenant, êtes-vous en mesure de vraiment identifier les réalisations majeures que vous et votre équipe avez pu réaliser, et à Québec, et à Paris à la délégation générale ?
00:24:34:06	LB : J'ai toujours pensé que mon rôle, il était essentiellement politique. Même quand j'étais à la direction des affaires françaises ou à la délégation générale. Et là, à ce moment-là, vous savez, il y en a un qui a surgi dès 1981, parce que François Mitterrand s'est dit : « Moi, je vais faire ce que le général de Gaulle n'a pas fait, et ce que Giscard n'a pas fait non plus et Pompidou, etc. »

00:24:58:25	« Je vais faire un sommet de la francophonie, je vais réunir... » C'était dans l'air depuis très longtemps, on en discutait, mais ça n'aboutissait pas. Une des raisons, vous le savez très bien, pourquoi ça n'aboutissait pas, c'est que le gouvernement canadien, M. Trudeau père en tête, avait décidé que le Québec serait tout au plus et tout au mieux, une plante verte dans un sommet de la francophonie.
00:25:27:02	Le sommet de la francophonie qui devait réunir les chefs d'État et de gouvernement, mais chefs d'États et de gouvernements souverains ! Autour de la même table pour justement discuter des dimensions nord-sud, etc. On avait une agence de la francophonie, qui faisait beaucoup de coopération et qui a été extrêmement utile pour commencer à rapprocher les pays francophones du nord et du sud, puis entre eux, etc.
00:25:55:11	Mais là, on voulait passer à une autre dimension qui était justement la francophonie politique. Et c'était via l'instauration formelle, institutionnelle, d'un sommet de la francophonie. Donc, François Mitterrand, dès son arrivée, a ça en tête. Et il a deux conseillers autour de lui, trois même, qui sont impliqués dans cette grande idée que François Mitterrand veut concrétiser, puis il veut que ça soit pendant qu'il est président.
00:26:26:19	C'est Régis Debray, c'est Hubert Védrine et c'est Erik Orsenna qui était son conseiller culturel. Alors tous les trois avec François Mitterrand se mettent à concocter cette idée. Mais cette idée qui à un moment donné se heurte à une réalité qui est la réalité québéco-canadienne.
00:26:51:18	Trudeau veut pas en démordre, puis nous on ne veut pas en démordre, je veux dire c'est l'exclusion du Québec du sommet de la francophonie, alors qu'on est déjà d'ailleurs un gouvernement participant à l'agence.
00:27:03:22	Mais là Trudeau dit : « Oui, mais l'agence ça peut se comprendre parce qu'on discute d'éducation, on discute de culture, de langue française, de choses qui sont de compétence soit exclusive, soit partagée dans la constitution canadienne. Mais quand on arrive au sommet de la francophonie, puis qu'on veut avoir un grand débat nord-sud, puis un grand débat sur les enjeux mondiaux, le Québec n'a plus sa place. »
00:27:29:03	Alors là, tout le monde aux abris, si je peux dire, parce qu'on se dit, nous : « Comment ça va finir cette affaire-là ? » La France de droite, donc, nous avait donné des assurances, « inquiétez-vous pas » et c'est grâce à la France qu'on était devenu gouvernement participant à Niamey, donc à l'agence de coopération des pays francophones.
00:27:50:00	Mais là, c'est la gauche qui est au pouvoir, on sait que Mitterrand, écoutez, moi je vous l'ai dit, je l'ai rencontré, je le connais, je suis allée à l'Élysée, je suis allée chez lui rue de Bièvre, je sais ce qu'il pense. Il pense que le Québec culturel, c'est extraordinaire. Il a lu Anne Hébert, tout au complet, il en connaît plus que moi sur certains écrivains québécois, ça, il trouve ça vrai, réel et tout.
00:28:16:11	Le Québec politique, le Québec souverain, il me dit des fois : « Vous savez, la souveraineté trait d'union association, qu'est-ce que ça veut dire ? Je comprends pas très bien. C'est contradictoire dans les termes... » Bon, il aimait ça là, parce que c'était un homme absolument extraordinaire avec qui discuter, on pouvait être sûrs que... Régis Debray, c'est un dialecticien par définition, Régis Debray, c'est la dialectique.

00:28:43:16	Il prêche le faux pour connaître le vrai. Alors c'était dur. Et là, il y a quand même eu une première, parce que ça s'est fait en deux-trois temps, une première marque, donc une première trace, parce que Pierre Mauroy, lui, faisait partie, le premier ministre, quand il était le premier ministre, faisait partie des pro-Québécois.
00:29:03:20	Bon, et lui, il est venu ici, au Québec en avril 1982, et il a dit exactement ceci : « La France aujourd'hui, comme hier, se trouvera au côté du peuple québécois quelle que soit la voie qu'il choisira pour affirmer son identité. » Alors ça, c'était la version de gauche, de ce que Giscard avait dit, lui, en 1977. Il a ajouté : « Le Québec, pièce maîtresse de la francophonie mondiale, doit être présent dans tous les forums internationaux consacrés au français. »
00:29:37:14	Donc ça, en 1982, ça nous rassure. Sauf qu'en 1983, il y a un G7 aux États-Unis, c'est à Williamsburg. Pierre Elliot Trudeau rencontre François Mitterrand et là, Trudeau revient, et ça a été son erreur. C'est intéressant la politique parce qu'il aurait pu... il avait concocté quelque chose avec Mitterrand. Visiblement. Mitterrand a prétendu le contraire après. Il s'était passé quelque chose et Pierre Trudeau est revenu en triomphant.
00:30:09:21	Ce qu'il n'aurait pas dû faire, parce qu'il nous a comme alertés. Et là, il dit, on est en avril, je pense, 1983, Pierre Trudeau revient, puis il y a un article dans <i>Le Devoir</i> où il dit : « J'ai réglé ça avec Mitterrand, il y aura un Sommet de la francophonie, puis le Québec là, ce n'est plus dans le décor. » Ayoye ! Nous on se dit : « Oui, mais Mauroy a dit ça puis Mauroy n'est plus premier ministre à ce moment-là. » Alors danger danger, alerte alerte.
00:30:40:07	Là c'est important d'avoir une délégation générale, c'est super important, on n'aurait pas eu nos yeux, nos oreilles, notre antenne à Paris avec le statut diplomatique qu'on a. Je veux dire, on était faits. Le sommet de la francophonie aurait eu lieu. C'est quasiment Trudeau qui l'annonce : « Il va y avoir un sommet de la francophonie. » Jacques-Yvan Morin, à ce moment-là, est ministre des Relations internationales, il débarque tout de suite à Paris.
00:31:10:17	Et là il y a des réunions à la délégation générale, Régis Debray vient s'expliquer : « Mais oui, mais vous serez là, mais comme au 2 ^e étage, parce qu'on fera un truc à double machin, puis donc alors, c'est ça. » Nous on sera au sous-sol quand les affaires pas importantes vont se discuter, puis quand va arriver le moment des grandes discussions internationales et tout ça, donc on sera absents.
00:31:32:14	Donc on lui dit : « Régis, ça n'a pas de bon sens, ça a pas de sens ! » Et c'est intéressant parce qu'on sait maintenant que c'est Hubert Védrine. Il y a eu deux notes, une de Régis Debray à François Mitterrand, l'autre d'Hubert Védrine. Hubert Védrine disant, il y a une politique là, politique de la France par rapport au Québec énoncée par Giscard en 1977, confirmée par votre premier ministre Pierre Mauroy en 1982, et il faut la suivre.
00:31:59:26	Alors que Régis Debray dit : « Ouais, mais ça c'est pas grave, et puis bon les Québécois, ils n'ont qu'à faire leur indépendance. S'ils veulent être là... » C'est à peu près ça son raisonnement : « S'ils veulent être là de plein droit, eh bien qu'ils deviennent souverains. Puis ils seront autour de la table comme tout le monde. » Mais là on venait de perdre le référendum de 1980, ça fait qu'on n'était pas dans une position de rapport de force énorme.

00:32:21:12	Mais ça a tombé par un hasard extraordinaire, bon, René Lévesque venait à Paris en 1983, puis il rencontrait Mitterrand. Alors les deux notes, Mitterrand les a mises sur son bureau. Et puis, il a pris René Lévesque par le bras après le déjeuner officiel en 1983 lors de la visite, il l'a emmené dans les jardins de l'Élysée et puis il lui a dit : « Ne vous inquiétez pas, je vais tenir la bonne ligne, et puis le Québec, entendez-vous avec Ottawa. »
00:32:57:19	Et là, Lévesque lui a dit : « Écoutez, il y aura une fenêtre d'opportunité », parce que 1984 s'en venait, « et puis dans un an normalement, d'après ce qu'on comprend, c'est Brian Mulroney qui va être premier ministre du Canada, et ça devrait nous permettre de nous entendre. Avec un gouvernement donc, conservateur, Mulroney est beaucoup plus ouvert, bon sympathique. »
00:33:30:18	Et ça a été le cas. Faut bien voir que Mulroney a reconnu les relations directes et privilégiées, ce que jamais M. Trudeau avait fait, et deuxièmement, moi j'étais revenue à ce moment-là comme ministre non élue des Relations internationales à la demande de Pierre-Marc Johnson qui avait remplacé René Lévesque, et en novembre 1985, pendant la campagne électorale, une immense victoire diplomatique pour le Québec.
00:33:56:29	On signe cette entente avec Ottawa, qui nous permet justement, Québec-Canada d'être autour de la table, de la vraie table, puis il n'y a qu'un sommet et pas un sommet à deux étages, etc. Un sommet auquel on participe. Et là, M. Bourassa est allé et puis il a fait ça extraordinairement bien, il a même choqué, il a réussi à choquer M. Mulroney parce qu'il a dit des choses que M. Mulroney prétendait qu'il avait pas le droit de dire selon l'entente.
00:34:24:10	Mais c'est ça qui est formidable. C'est qu'on procède par précédent. C'est comme ça que ça marche, alors M. Bourassa est allé loin, mais pas trop loin, il est allé loin, il a proposé un plan Marshall, etc.
00:34:35:28	Et il a pris sa place, toute la place qui devait revenir au Québec, puisque nous, nous avons été battus, Pierre-Marc Johnson, moi, nous autres, là, le gouvernement du PQ, et c'est celui du Parti libéral qui a assisté au nom de tous les Québécois, c'est ça la démocratie, c'est ça l'alternance et moi, je dois vraiment dire que M. Bourassa nous a ouvert la voie, puis qu'après ça, dans les sommets de la francophonie, il n'y a plus jamais eu de problèmes.
00:34:59:05	Et la question de la place du Québec ne s'est jamais reposée. Alors moi là, moi déléguée générale, je peux vous dire que j'en avais plein les bras là, plein les mains et qu'il fallait contrer... Pierre Trudeau, vous le savez, là. Nous on a eu l'habitude, les souverainistes de dire « ah Pierre Trudeau ! » Un instant là, Pierre Trudeau puis le Canada, c'est un gros morceau, c'est un gros morceau dans le monde.
00:35:22:12	Et par rapport à la France aussi. Puis c'était un intellectuel, puis quand il débarquait à l'Élysée, vous savez un soir, Régis Debray m'a appelée quasiment au milieu de la nuit pour dire : « Écoute là, Pierre Trudeau sort de l'Élysée et il a récité un poème de Jacques Prévert. Un poème de Jacques Prévert qui s'appelle <i>Je me suis fait une tête</i> , puis il a fini en disant <i>Je me suis fait une tête québécoise</i> . »

00:35:46:18	Alors il dit : « Vous avez quoi à répondre à ça, vous autres là ? » Moi je suis déléguée générale. Le lendemain je fais ma note puis j'explique, puis bon, le multiculturalisme qui nous est imposé, puis bon, le Québec nation qui n'a pas sa place, et puis qui n'existe pas. Le multiculturalisme, c'est une politique délibérée pour que le Québec soit vraiment une minorité parmi toutes les autres à l'intérieur du Canada.
00:36:14:03	Et que c'est extrêmement dangereux, je veux dire politiquement pour le français, pour l'avenir justement des Québécois francophones en Amérique du Nord. Mais là c'était des alertes là, et des urgences continues jusqu'à temps que je rentre puis que Pierre-Marc me dise : « Je voudrais que tu reviennes pour la campagne électorale. »
00:36:36:26	Je l'ai fait par, je dirais par militantisme, je l'ai fait parce que Pierre-Marc était un ami aussi, mais disons que je savais... Vous connaissez la fin de l'histoire, on savait qu'on se ferait battre, mais c'est ça. C'est ça qui était passionnant je veux dire, de cette job-là.
00:36:58:12	RT : Quand vous faites référence au premier sommet de la francophonie, c'est le sommet de la francophonie à Paris en 1986.
00:37:07:19	LB : Oui, on a signé novembre 1985, Mitterrand a pas attendu de savoir si on gagnait ou on perdait les élections. Lui, il était pressé, il savait qu'en 1988 il y avait sa propre élection présidentielle, qu'il a gagnée d'ailleurs. Il a fait un deuxième septennat. Mais tout de suite, quand ça a été signé, il a convoqué.
00:37:29:07	RT : Donc, le premier sommet a eu lieu à Paris en 1986. LB : Oui, à Versailles.
00:37:35:17	Moi j'ai été nommée à Paris parce qu'Yves Michaud est allé voir le président français. Il quittait ses fonctions donc il est allé faire ses adieux à François Mitterrand. Et François Mitterrand est un peu taquin et un peu provocant comme d'habitude, lui a dit : « Mais qui va vous remplacer ? »
00:37:56:05	Et là Yves Michaud a dit : « Bien il y a beaucoup de noms qui circulent, puis donc il nomme des noms de gens impressionnants, dont Jean-Marc Léger puis quelques autres. » Et il finit par lui dire Louise Beaudoin. Et là François Mitterrand lui dit : « Oui Louise Beaudoin, bien si jamais M. Lévesque décide de la nommer, sachez que ma porte sera toujours ouverte pour elle. »
00:38:22:04	Alors là Michaud, bon soldat je dois dire, parce qu'il aurait pu dire « bien moi, puis bon c'est pas une bonne idée. » Puis bon, « j'en parlerai même pas à René Lévesque. » Extrêmement bon fonctionnaire, il a tout écrit ça à M. Lévesque qui lui était pas convaincu, il disait : « T'es bien jeune, tu es une femme, je pense pas que ça va convenir, c'est trop tôt, etc. »
00:38:43:19	Mais quand il a vu la note d'Yves Michaud racontant sa rencontre avec François Mitterrand, il m'a fait venir puis il m'a dit : « Bien convaincs... » Moi j'étais pas au Conseil des ministres, j'étais directrice des affaires françaises. « Mais téléphone à des amis à toi qui sont autour de la table du Conseil des ministres. »
00:39:04:22	Je me souviens que j'avais parlé à Clément Richard, que j'avais parlé à Jacques-Yvan Morin, c'était extrêmement important, puis c'est Jacques-Yvan qui a présenté finalement au Conseil des ministres ma candidature.
00:39:14:12	Alors M. Lévesque a eu l'air de se rallier à ma candidature qu'il n'avait pas présentée lui-même, mais disons qu'on s'était entendus ensemble sur la manière de procéder.

00:39:24:16	RT : Alors je vous remercie, donc ça, c'est assez important. Parce que votre passage comme vous l'avez indiqué, comme déléguée générale du Québec à Paris, vos responsabilités comme déléguée générale ont permis de faire avancer plusieurs dossiers, notamment celui de la participation du Québec au Sommet de la francophonie.
00:39:41:17	
00:39:43:08	Un autre élément qui est assez important, c'est qu'en 1993, Jacques Parizeau est chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, et il est aussi chef du Parti Québécois. Il effectue une visite officielle en France, à l'invitation des autorités françaises. Quelle a été l'importance de cette visite ? Déjà dans les faits que je relate, il y a des éléments nouveaux pour une rencontre qui n'a pas été banale.
00:40:19:03	LB : C'est une rencontre absolument extraordinaire parce que d'abord il fallait obtenir... M. Parizeau m'a dit « moi, chef de l'opposition ». Il était chef de l'opposition, faut pas l'oublier là. Il était pas au gouvernement. « Je n'irai pas à Paris, faire de visites, même si je peux rencontrer x, y, z, si je n'ai pas de rendez-vous programmé avec le président Mitterrand. »
00:40:43:17	Alors là, il me donnait un gros mandat là, parce que bon, on pouvait pas compter sur la délégation, c'était délicat, puis je comprenais ça. J'avais été déléguée générale moi-même. Bon il fallait compter sur nos propres moyens. Mais nos propres moyens, puis je vais lui rendre hommage ici aujourd'hui, c'est Paulette Decraene, c'est-à-dire la secrétaire particulière de François Mitterrand, que je connaissais très bien.
00:41:09:29	Et à chaque fois que j'avais eu mes rendez-vous bilatéraux, personnels avec François Mitterrand, j'étais passée par Paulette Decraene. Alors je l'ai appelée. Je lui ai expliqué que M. Parizeau... On était pour prendre le pouvoir. Puis que là, on avait un plan, un plan de match.
00:41:26:01	On prenait le pouvoir, dans la première année on faisait un référendum, puis franchement, on avait des très bonnes chances de le gagner, et qu'il fallait que M. Parizeau puisse avoir accès au président Mitterrand avant de gagner en 1994, on savait que les élections, on savait pas la date exacte, mais ça aurait lieu en 1994.
00:41:42:25	On est en 1993, alors Paulette Decraene dit : « Je vais tenter, je vais essayer, etc. » Et puis ça a pris un petit moment, mais elle a fini par me rappeler pour me dire « le président accepte. » Ça sera telle date.
00:41:56:00	Alors on a organisé tous les autres rendez-vous en fonction de celui-là. Et si ça a été très particulier... Pierre Duchesne le raconte très bien dans son troisième tome de sa biographie. Pierre Duchesne qui était journaliste à Radio-Canada, mais qui avait pris un congé sans solde pour écrire la biographie de M. Parizeau.
00:42:14:20	C'est que justement, il y avait un problème avec le délégué général, pas un problème personnel avec André Dufour, un problème institutionnel. Bon, on s'est dit : « M. Parizeau, il tenait à ce que ce soit un vrai tête-à-tête, sans la présence de Jean Royer qui était son chef de cabinet, et sans ma présence. » Moi qui étais son conseiller informel pour les relations France-Québec. Il voulait un vrai tête-à-tête, mais ça impliquait que le délégué général ne soit pas là.
00:42:41:16	Et disons que c'est là que ça a été compliqué parce que le délégué général souhaitait, c'était normal, présenter le chef de l'opposition du Québec au président. Puis après ça, il devait sortir, en tout cas ça a pris du temps, il a fallu intervenir, puis finalement il est sorti, et puis le tête-à-tête, le vrai tête-à-tête a pu avoir lieu.

00:43:00:16	Et ce que M. Parizeau, en sabrant le champagne avec nous, tout de suite après, nous a dit : le président lui avait confirmé et affirmé que sans précéder le Québec, donc sans intervenir,
00:43:17:00	la France accompagnerait le Québec s'il y avait un référendum comme prévu, M. Parizeau lui expliquant : « On va prendre le pouvoir, faire un référendum... ». Et ça pour M. Parizeau, c'était extrêmement important. Alors son rendez-vous, il l'a eu et puis il en était très content puis il le raconte très bien lui-même, ainsi que Jean Royer et moi là, mais à Pierre Duchesne et puis c'est noir sur blanc.
00:43:43:23	RT : Est-ce que vous pouvez dire que le rendez-vous que M. Parizeau a eu à l'Élysée avec le président de la République d'alors, M. François Mitterrand, a été mis au point essentiellement avec l'Élysée et peu ou pas du tout avec Matignon et le Quai d'Orsay ?
00:44:05:12	LB : Oui. Parce qu'on pensait que le Quai d'Orsay qui est toujours plus, c'est normal... Puis il n'avait pas de précédent. Que le chef de l'opposition... Maintenant ça se fait, ça se fait à l'occasion, au moins avec le premier ministre.
00:44:24:06	Même Mario Dumont, quand il était chef de l'opposition, est allé rencontrer le premier ministre français. Mais là, le président de la république avec le chef de l'opposition d'une province du Canada ? On est rendu loin là, dans le protocole.
00:44:38:03	Alors le Quai d'Orsay, on s'est dit, va s'y opposer. Ça va nous faire une opposition. Et on savait que le président Mitterrand était quelqu'un qui décidait lui-même. Et diplomate oui, mais pas en tout temps, et les diplomates sont faits pour donner leur avis, mais le président décide. Moi, quand j'étais ministre des Relations internationales, c'était ma ligne aussi, c'était la façon dont je procédais.
00:45:04:04	Et par conséquent, on savait que notre meilleure chance, c'était via des voies d'amitié personnelle, et Paulette Decraene aimait le Québec. D'ailleurs, elle est venue, je l'ai invitée. Elle est venue pendant la campagne référendaire. Et je croyais que c'était vraiment... Elle était devenue inspectrice à ce moment-là, des... Vous voyez, parce que le président Mitterrand avait quitté, à ce moment-là c'était Jacques Chirac.
00:45:31:03	Alors c'était important pour moi que Paulette Decraene, qui était jamais venue au Québec, qui avait tant aidé le Québec, et le Parti Québécois en particulier... Elle est venue donc passer, puis je l'avais même emmenée jusqu'à Rouyn-Noranda, pendant la campagne référendaire, pour qu'elle vive ça avec nous.
00:45:52:06	Elle avait beaucoup apprécié. Alors c'est vrai qu'on s'était dit, et c'est vrai qu'en politique internationale, c'est important de dire que la politique internationale, c'est pas seulement des politiques, c'est des personnes.
00:46:07:14	RT : Du 3 août 1995 au 15 décembre 1998, vous êtes ministre de la Culture et des Communications.
00:46:16:24	Quel rôle avez-vous joué et quel rôle, non seulement le ministère des Relations internationales, mais les autres ministères, comme celui de la Culture, le ministère de l'Industrie, ont joué avec vos homologues français, pour la mise au point, non seulement la mise au point, mais le partage de connaissances, concernant la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO ?

00:46:50:03	Je vous pose d'autant plus la question que j'ai été moi-même impliqué au niveau de fonctionnaire bien sûr, dans le groupe franco-québécois sur la diversité culturelle.
00:47:00:18	Et plusieurs ont considéré que le rôle du Québec à ce moment-là avec la France et aussi également avec le gouvernement canadien, ont permis de, littéralement faire avancer l'élaboration de la convention sur la diversité culturelle qui était adoptée par la suite à l'UNESCO. Est-ce que cette approche vous apparaît une bonne approche ? Est-ce que cette perception-là est juste ?
00:47:33:10	LB : Oui. Parce que d'abord faut dire que Sheila Copps, Mme Copps qui était ministre canadienne du Patrimoine, avait commencé à s'y intéresser.
00:47:41:21	Comme nous, 1998, notre premier intérêt, gouvernement du Québec, ministre des Finances, ministre des Relations internationales, qui est pas moi à l'époque, mais Sylvain Simard et moi ministre de la Culture, on commence à s'intéresser à cette question de la diversité culturelle, et d'un éventuel instrument international pour réguler disons la mondialisation culturelle.
00:48:04:14	Là, Sheila Copps organise une réunion à Ottawa et refuse de m'inviter. Alors je fais un grand texte dans <i>Le Devoir</i> , en appelant ça le « bâillon <i>canadien</i> ». Avec Jacques Vallée, Jacques Vallée qui était mon complice dans tout ça. Et là, moi je suis ministre de la Culture, Jacques était avec moi au ministère de la Culture, Martine Tremblay, d'autres, etc. Et là, là Sheila Copps dit « non, non vous serez pas là puis bon. » Alors là je dis « faut qu'on y arrive autrement. »
00:48:30:14	Et l'autrement, bien ça a été la relation privilégiée avec la France. Mes deux homologues de l'époque, Catherine Tasca, Catherine Trautmann, qui étaient toutes les deux ministres de la Culture. Et moi, quand je suis devenue ministre des Relations internationales, disons que, avec la ministre de la Culture, soit Agnès Maltais et d'autres là, Diane Lemieux, j'ai conservé disons, une partie du dossier, là.
00:48:55:09	Bon, et une grosse partie du dossier parce que pour moi c'était extrêmement important qu'on y aille. 1999, le Sommet de la francophonie à Moncton, au Nouveau-Brunswick, où on se dit que c'est important et qu'il faut s'en occuper. Le Sommet de 2002 à Beyrouth là, qui porte justement à notre demande franco-québécoise.
00:49:17:06	Parce qu'on s'est mis dans une relation extrêmement étroite et intime, puis il y a un groupe en effet franco-québécois qui est mis sur pied, Catherine Lalumière, Marie Malavoy et Yvan Bernier et Mme Ruiz-Fabri produisent un texte qui est très fondamental finalement pour dire que « oui, il faut un instrument » et que cet instrument peut être donc à l'UNESCO, ailleurs, etc. Mais en 2002 à Beyrouth, on décide que ce sera à l'UNESCO.
00:49:47:23	Par conséquent, 1998, 1999, Sommet de Moncton, le Canada est pas content de voir qu'on commence à s'intéresser à ça avec la France. Mais notre relation si étroite avec la France nous a servi de tremplin international pour, avec la France donc, être à l'avant-garde dans ce dossier-là, puis de permettre en 2005 en effet, donc la conclusion de cette convention à l'UNESCO.
00:50:18:28	Oui le Québec, dans un dossier de politique étrangère, et non pas de coopération internationale. De politique étrangère, on le voit encore aujourd'hui, ça fait 10 ans que la convention... on les a fêtés ces 10 ans, la convention jusqu'à quel point dans le cadre des accords de libre-échange est importante, cette convention pour exclure la culture, pourquoi dans les relations nord-sud, sud-sud, nord-nord etc.

00:50:46:28	Oui, c'est quelque chose d'important que le Québec a réussi à faire grâce à son alliance avec la France.
00:50:54:19	RT : Dans le cabinet Lucien Bouchard du mois de décembre 1998 au mois de mars 2001, et par la suite dans le cabinet de Bernard Landry du 8 mars 2001 au 29 avril 2003, vous avez la responsabilité comme ministre des Relations internationales. Quels sont les dossiers majeurs que vous traitez alors avec la France ?
00:51:20:29	LB : Toujours la question de la diversité culturelle parce que c'était pas fait. Ça s'est fait... Aussi longtemps que c'est pas fait, c'est à faire comme dirait Gaston Miron. Alors donc, on était, j'étais très mobilisée sur cette question-là avec la France.
00:51:33:17	Mais on a fait un printemps du Québec en France qui pour moi était extrêmement importante, et il y a une saison de la France au Québec, donc très culturel, mais aussi technologique, bon avec, on a été aussi à l'honneur au Salon du livre de Paris. Bon, alors moi je continuais à m'occuper...
00:51:52:00	D'ailleurs Lucien Bouchard disait avec beaucoup d'humour : « Chaque fois que tu vas en France, pour chaque visite en France faut que t'en fasses deux ou trois aux États-Unis. » Alors il m'obligeait finalement à faire autre chose avec raison.
00:52:05:11	Parce qu'on a rouvert les délégations que stupidement on avait, et c'était pas moi là, mais quand je suis arrivée au ministère avec Gaston Harvey et d'autres on s'est dit, il faut rouvrir les délégations qu'on a fermées, dans le cadre de l'austérité justement.
00:52:19:15	Alors on a rouvert à Boston, j'y suis allée, à Chicago j'y suis allée, à Los Angeles, c'est moi qui ai rouvert ces délégations-là parce que je croyais, bien évidemment, il fallait être présent sur tous ces territoires-là américains.
00:52:32:25	Et il y avait Diane Wilhelmy qui était une extraordinaire déléguée générale du Québec à New York, j'ai fait de magnifiques missions aux États-Unis. Bon, alors à des niveaux qui sont ceux des gouverneurs des États, mais ça fait rien, il y avait tant de choses à faire. Je découvrais les Amériques au-delà des États-Unis, ça, sincèrement, je suis allée deux fois au forum social mondial, au grand désespoir...
00:52:59:08	RT : À Porto Alegre. LB : Bien certainement. Au nom du gouvernement du Québec, pendant que les maîtres supposés du monde étaient à Davos, moi j'étais au forum social mondial. Et j'y ai emmené M. Parizeau, justement, parce que M. Parizeau s'intéressait beaucoup à la mondialisation et aux altermondialistes par conséquent.
00:53:16:01	Donc il y a même eu un amendement Québec à un moment donné à Porto Alegre sur la question de la diversité culturelle. Je voulais que les altermondialistes s'intéressent non seulement à la biodiversité, mais à la diversité linguistique et culturelle. Ça va de soi. Et honnêtement ça a été ça l'essentiel de ce que j'ai fait puis je me suis beaucoup amusée.
00:53:36:20	RT : Vous avez mentionné la mondialisation, cela m'amène à vous poser une autre question. Les relations France-Québec ont, au plan intergouvernemental, ont vraiment pris forme dans les années 60 et se sont développées par la suite.

00:53:54:03	Vous l'avez très bien expliqué, mais à l'époque, dans les années 60 et 70, la mondialisation n'était pas au niveau actuel. À l'heure actuelle, il y a une tendance très, très lourde de la mondialisation sur tous les plans, économiques, politiques, culturels, et même sur d'autres plans. Je parle des droits des travailleurs par exemple. Donc la mondialisation est un fait incontournable maintenant, une tendance très lourde.
00:54:24:10	Il y a, attaché à la mondialisation, mais c'est pas le seul facteur, mais pour nous, ça nous touche très directement, dans plusieurs milieux, une prédominance, ou un rôle plus important et parfois même une prépondérance de l'anglais.
00:54:40:01	Compte tenu de ces deux facteurs-là, quel rôle la relation France-Québec peut-elle jouer dans le cadre actuel qui est celui d'une mondialisation, j'allais dire, vraiment totale partout sur la planète, d'une part ? Et d'autre part, rattachée à la mondialisation, la prépondérance de l'anglais dans plusieurs milieux ?
00:55:03:17	LB : Je pense qu'il y a deux, trois choses à dire. D'abord la mondialisation là, elle est pas heureuse partout la mondialisation. C'est pas vrai que les peuples sont plus heureux parce que la mondialisation financière... C'est ça là, moi je parlerais plutôt des mondialisations. Parce qu'il y a une mondialisation financière, qu'il faut stopper quelque part.
00:55:20:13	Et M. Parizeau, dans une préface d'un livre là, publié en 2010, en fait qui a été publié en 2010 qui s'appelle <i>L'indépendance maintenant!</i> , disait : « C'est bien beau tout ça, la mondialisation financière, mais en 2008... » En 2008, les maîtres du monde qui nous ont emmenés au bord du précipice là. Bon il dit : « Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils se sont retournés vers qui pour les sauver, les banques, les grandes banques, <i>too big to fail</i> ? »
00:55:48:03	Bon, les Britanniques ont dû nationaliser une banque et puis les Américains ont mis des milliards et des milliards.
00:55:56:07	Bon, et puis partout sur la planète, alors même Sarkozy avait dit : « Les grandes multinationales se sont retournées vers leurs gouvernements nationaux pour régler les problèmes. » Là, la difficulté à l'heure actuelle c'est qu'on recommence comme si il s'était rien passé. Ça, c'est un problème.
00:56:16:13	La mondialisation financière, moi je crois que si on stoppe pas ça quelque part, ça va ressauter puis à un moment donné ça sera plus contenable d'une façon ou de l'autre.
00:56:26:17	Les mondialisations donc, économiques, le libre-échange, moi je dis « oui, mais... » au libre-échange. Oui, mais. Puis j'expliquerai pas pourquoi mon « mais », mais je pense que j'étais assez claire du temps que je faisais de la politique. C'est pas vrai qu'on n'exclura pas la culture d'abord, la convention sert à ça, mais aussi les recours investisseur État, d'abord c'est une très mauvaise idée, et puis bien d'autres choses aussi.
00:56:52:04	Mais, c'est vrai qu'être libre-échangiste, il y a des avantages et des bénéfices pour une population comme celle du Québec où il y a 8 millions d'habitants. Bon, mais ça dépend de ce qu'on en fait. Et moi je pense qu'il y a un retour des nations dans le fond, c'est ça. Et puis, en Europe, pour le meilleur ou pour le pire, justement ils vivent le retour des nations.
00:57:13:07	Parce qu'avec ce qui se passe au Moyen-Orient, avec les guerres, avec Daesh, avec tout ça, les peuples se rebiffent, et puis c'est quoi leur sentiment actuel ?

00:57:25:20	Même en Allemagne, où ils ont été d'une générosité exemplaire, même en Suède où ça a toujours été un pays très ouvert, tout le monde a le réflexe de se refermer. Et l'industrie qui a le plus d'avenir, ça l'air que c'est celle des clôtures. Parce que là, chacun veut sa clôture, et c'est pas ça l'avenir, on le sait bien.
00:57:45:28	Mais il faut réguler tout ça parce que si on le fait pas, ça va mal finir et on commence à l'entrevoir. Alors moi j'espère qu'il va y avoir un retour, je veux dire au bon sens, et puis que là la France et le Québec, qui ont des expériences différentes, mais peuvent mettre en commun quand même je dirais leur expertise, à la fois du multiculturalisme et, je pense, à la laïcité, multiculturalisme et toutes ces questions-là. On peut réfléchir.
00:58:16:11	Ça c'est, vivre ensemble là, il y a rien de plus important là au moment où on se parle. Parce que si on n'est pas capable de vivre ensemble, bien il va se passer ce qui se passe ailleurs. Et je crois que cette mondialisation-là elle appelle donc cette réflexion aussi. Et puis que entre Français et Québécois, que cette expertise on peut la mettre ensemble.
00:58:39:27	Deuxième grand problème, eh bien c'est l'environnement. C'est le développement durable, tout le monde dit que si ça augmente de plus de 2 degrés, je sais pas quoi, bien là, on va vivre des moments extrêmement difficiles. C'est de sauver la planète là. Alors, sauver la planète, là aussi le Québec a quelque chose à dire là-dessus. Avec la France, moi je veux qu'on fasse tout ça en français évidemment.
00:59:07:15	Et donc, et la francophonie a cette espèce d'alliance franco-québécoise de proposition à l'intérieur de la francophonie. Oui, parce que les pays du sud là, ils vont être les premières victimes des sécheresses, des changements climatiques, de tout ça, puis il y a beaucoup de pays francophones qui sont à l'intérieur, en Afrique centrale.
00:59:34:21	Bon alors, bref, je crois qu'on peut avoir un bel avenir ensemble aussi longtemps qu'on décide qu'on fait ça en français, parce que si c'est pour parler des droits de la personne en anglais, ça perd, pour moi, de son intérêt.
00:59:50:28	Et donc, faut que le français demeure une des dix grandes langues dans le monde, et c'est une responsabilité commune qu'on a dans la francophonie en général, de tous les pays francophones, mais particulièrement dans un axe France-Québec. Alors moi, c'est là-dessus que je compte pour le XXI ^e siècle.
01:00:12:15	RT : Merci beaucoup, Mme Beaudoin, de votre témoignage des relations entre la France et le Québec, et les perspectives que vous apportez. LB : Merci.
01:00:20:14	